

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MAR. 1^{er}, MER. 2 MAI 1979 - N° 906

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Occupation à Usinor-Longwy et à Creusot-Loire-Firminy

A Usinor-Longwy, l'occupation se poursuit depuis vendredi ainsi qu'à Creusot-Loire (Firminy). A Usinor-Dunkerque, les hauts fourneaux poursuivent leur mouvement, malgré l'utilisation par la direction de sidérurgistes qu'elle a fait venir de Denain ou Firminy. De nouvelles initiatives sont prévues à Denain, tandis qu'à Fos l'épreuve de force se poursuit avec la direction.

Lire en page 3

Manifestation anti-nazie en Allemagne

Vendredi et samedi derniers, une amicale d'anciens SS de la division Totenkopf s'est réunie à Cassel, en RFA, sous la protection de plusieurs centaines de policiers. Une manifestation de protestation, regroupant plusieurs milliers de personnes, s'est tenue à plusieurs kilomètres du lieu de réunion. Les manifestants ont réclamé l'interdiction des associations d'anciens nazis. Des soldats en uniforme ont dénoncé la présence d'anciens nazis à la tête de l'armée.

«PCF : tout n'est pas rentré dans l'ordre»

Interview de Jean Kehayan auteur du livre «Rue du prolétaire rouge»

Lire en page 4

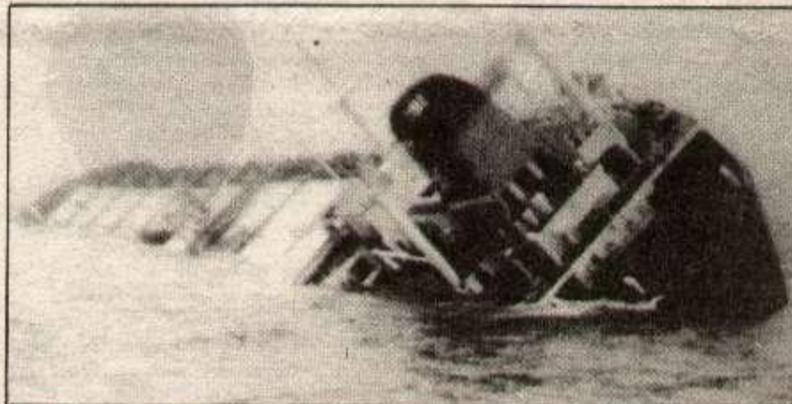
Le voyage de Giscard en URSS GISCARD RENFORCE LES ILLUSIONS DE LA «DETENTE»



La signature, samedi, à Moscou, par Brejnev et Giscard d'Estaing, d'un «programme de développement de la coopération entre la France et l'Union soviétique dans l'intérêt de la détente et de la paix», ne signifie probablement pas que les divergences de vues entre eux ont été aplanies. Du moins, ce document-programme, dont la signature était fortement souhaitée par la partie soviétique, servira à tronquer la réalité, notamment en suscitant des illusions sur les intentions réelles de l'URSS, en aidant le Kremlin à passer pour respectueux de la souveraineté des peuples, et ennemi du recours à la force, devant lequel il n'hésite pourtant pas un instant, pour faire valoir ses ambitions mondiales. Le document qui a été signé à Moscou, pris à la lettre, peut même laisser entendre que l'URSS renoncera aux pressions qu'elle exerce sur la France pour l'amener à s'aligner sur ses vues, alors qu'il n'en est rien.

Lire en page 7

Après le naufrage du *Gino* MALGRE DES PROPOS «RASSURANTS», DES RISQUES DE POLLUTION REELS



1 600 tonnes de fuel attaqués à coups de dispersants nocifs pour les poissons : c'est la première pollution visible de l'accident de samedi dernier, qui a vu deux pétroliers se heurter au large d'Ouessant. Les responsables officiels rassurent : le noir de carbone transporté par le *Gino* restera à l'état solide au fond de la mer. En fait, les inquiétudes sont justifiées. Pour le comité de pêche, «même si la côte ne s'en ressent pas, la pollution est réelle pour la flore et la faune». Lorsque la coque du pétrolier s'ouvrira, sous l'effet d'une tempête par exemple, les effets seront désastreux pour la flore et la faune, particulièrement riches dans ces fonds.

Lire en page 8

Dissidents soviétiques : une monnaie d'échange

Vendredi, à New York, cinq dissidents soviétiques, Alexandre Guinzbourg, Edouard Kouznetzov, Mark Doymchitz, Georges Vins et Valentin Moroz, ont été échangés contre deux espions soviétiques qui avaient été employés à l'ONU, et condamnés l'automne dernier aux USA, pour avoir détourné des secrets militaires américains.

On ne peut que se réjouir de voir ainsi cinq hommes échapper aux camps de concentration des nouveaux tsars du Kremlin ; le soutien de l'opinion internationale, exigeant leur libération, a empêché qu'ils ne soient laissés dans «l'oubli» par leurs geôliers. Mais, il est aussi parfaitement odieux de voir cinq opposants à une dictature fasciste traités comme de vulgaires espions, et expulsés automatiquement de leur pays, quels que soient là-dessous leurs souhaits personnels. Et sans doute, la dictature soviétique essaiera-t-elle de faire oublier du même coup les innombrables opposants, intellectuels, ouvriers, toujours victimes des camps à régime sévère, ou des hôpitaux psychiatriques.

La libération des cinq dissidents est intervenue au terme de sept mois de négociations entre les gouvernements soviétique et américain ; la décision soviétique qui vient d'intervenir est un «geste» destiné à lever, avec l'accord du gouvernement US, les réticences du Sénat américain concernant la ratification des accords SALT II sur le désarmement, qui seraient prochainement signés.

Nouvelles de Franche-Comté

LUTTES CONTRE LA REPRESSION ANTISYNDICALE

A Dole le délégué CGT licencié continue à venir au travail !

Depuis une semaine la tension est grande à la SNIS, (nouveau nom d'Idéal Standard). La direction depuis avril 1977 cherche à licencier le délégué syndical de la section CGT qui a toujours été fortement implantée dans cette vieille entreprise de céramique. C'est son action, lors d'un conflit contre le chronométrage du travail qui fut le prétexte de la procédure de licenciement. La direction de l'entreprise a voulu casser cette section syndicale, en s'attaquant à un de ses membres actifs : Pierre Souiller, ouvrier depuis 23 ans dans cette usine, et par ailleurs élu conseiller municipal PCF à Dole en 1977.

D'abord refusée par l'inspecteur du travail, la décision fut acceptée par le tribunal administratif de Besançon. Après un nouveau refus de l'inspection du travail, c'est le ministre du travail lui-même qui le 4 avril 1979 autorisa définitivement ce licenciement. Aussitôt le directeur expédiait la lettre de licenciement. La protestation se développait dans toute l'usine et dans toute la ville, avec manifestation dans les rues, et au tribunal qui condamnait en outre Pierre Souiller à verser 500 francs par jour tant qu'il persisterait à venir travailler !

Mercredi 25 avril, l'atelier de coulage de l'entreprise était en grève de solidarité de 8 heures à midi avec occupation du bureau de la direction et jeudi une manifestation de protestation était organisée à Dole avec différentes organisations syndicales et politiques.

A SOCHAUX

Par ailleurs, à Montbéliard, Peugeot purchase les délégués jusque sur les marchés :

Les syndicats CGT et CFDT dénoncent la filature systématiquement organisée à l'encontre de délégués comme celle qui a permis à un chef du personnel adjoint de Peugeot et à deux huissiers d'interpeller la semaine passée un travailleur CGT de l'usine Peugeot-Bart, en maladie au moment où celui-ci se trouvait sur un marché. La direction Peugeot voulait le licencier.

BESANCON :

Reprise du travail à l'imprimerie de l'Est.

Le 12 avril, après une dizaine de semaines de conflit dur, les travailleurs ont obtenu de la direction la signature d'un protocole d'accord qui pour l'essentiel satisfait leurs revendications.

On sait que la vingtaine de travailleurs qui compose le personnel de cette imprimerie de Besançon, (la dernière rotative de la ville) luttait contre le démantèlement de l'entreprise s'accompagnant de licenciements plus ou moins campuflés. Après un blocage des négociations pendant plusieurs semaines, la direction retire ses projets de démantèlement et de licenciement (sauf le cas plus ancien d'une secrétaire). De même les travailleurs obtiennent qu'il n'y ait pas de discrimination dans la réduction provisoire des horaires (avec compensation partielle). Les plaintes contre les travailleurs à propos de l'action sont retirées et l'argent de la collecte de soutien dont la direction s'était emparée lors de l'occupation par les « forces de l'ordre » est enfin restitué.

Pour les travailleurs cette reprise du travail constitue, non une grande victoire, mais un succès certain dont la garantie d'application est liée à leur expérience de lutte, concrétisée par la constitution d'une section syndicale CFDT.

SUCÈS DE LA GREVE A L'USINE DUBOIS

Après une semaine et demie de grève, les travailleurs de cette petite usine de métallurgie ont repris le travail le 12 avril avec l'obtention de 120 F d'augmentation, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre et avec paiement de 15 jours de grève. Cette grève étant menée avec la CFDT.

LES MEDECINS DE LA REGION DE FRANCHE COMTE

Les médecins faisant partie du GRIAS qui protestait contre l'Ordre ont été condamnés par le tribunal à payer leurs cotisations.

Manufrance

L'EMBARRAS DE M. SANGUEDOLCE

Depuis l'ultimatum de l'Intersyndicale mercredi dernier, les locaux de Manufrance sont toujours occupés. La fin de la semaine dernière aura vu une avalanche de communiqués, du tribunal de Commerce, du PDG de Mestries ou de la mairie de Saint-Etienne. Sans parler d'une bizarre proposition faite jeudi par Flatto Sharon, cet escroc inculpé en France et reconverti dans les affaires en Israël.

Le maire de Saint-Etienne, J. Sanguedolce, était vendredi à la table de négociations du CIASI. Il l'a quittée à midi pour se rendre à Manufrance et expliquer aux travailleurs que «les négociations tournaient en rond». Et pour cause ! Car les sai-

gneurs de Manufrance sont toujours à l'œuvre.

Le gouvernement et le PDG ont maintenant la part belle. La mairie s'était en effet engagée à verser 30 millions pour assurer une partie du plan financier et surtout obliger Barre-Monory à débloquer

une centaine de millions. Or, l'Etat refuse d'allouer plus que les 22 millions promis. De fait, la municipalité, Sanguedolce en tête, est obligée maintenant de poser des préalables. D'une part, parce que la solution actuellement prévue est draconienne : 800 emplois seraient supprimés, soit par des licenciements, soit par des «départs volontaires». Mais aussi parce que Dargaud, l'un des industriels présents, ne veut pas donner plus de 5 millions et compte transférer à Paris *Le chasseur français*.

Cela permet au PDG, M. de Mestries, de jouer le beau rôle et d'enfoncer le clou. Il vient de déclarer : «*Nous regrettons qu'au moment où une solution définitive est à portée de la main, on risque la liquidation de Manufrance si chacun des partenaires reste sur sa position. On aurait le temps de faire venir des investisseurs si tous ceux qui ont promis des financements les apportaient effectivement*». Autrement dit : que Sanguedolce verse les 30 millions et ensuite on «assainira» !

Mais aujourd'hui, le choix pour les 2 500 travailleurs est-il entre la liquidation pure et simple prévue fin mai par le tribunal de Commerce ou le démantèlement de Manufrance suivi du licenciement de 800 travailleurs ?

Certes, non. Les travailleurs qui occupent les locaux et qui refusent ainsi de se laisser mener plus longtemps de plan en plan, tous plus illusoirement et liquidateurs les uns que les autres, ont maintenant des atouts en main : la garde des stocks, la possibilité d'étendre la solidarité autour de leur lutte. Mais il leur faudra nécessairement balayer tous ceux qui continuent d'utiliser Manufrance et l'emploi des 2 500 travailleurs pour leurs petits jeux politiques.



A Lyon, les travailleurs de Manufrance lors de la manifestation des assises pour l'emploi.

LONGJUMEAU, CHILLY-MAZARIN

PLUS DE 2 000 PERSONNES DANS LES RUES POUR S'OPPOSER A LA FERMETURE DU FOYER SONACOTRA DE CHILLY

Samedi 28 avril à 9 heures du matin, rue calme devant l'hôpital de Longjumeau, rien à signaler. A 9 h 45, le parking de l'hôpital est plein, la rue remplie d'une bonne dizaine de cars. Il est 10 heures. Ce sont des banderoles, des centaines d'immigrés venus de tout le département, et même d'Ivry et de Créteil et des organisations de travailleurs français. En tout, plus de 2 000 personnes.

A Longjumeau, on n'avait jamais vu ça. Dans cette petite ville de l'Essonne, la manifestation s'écoule dans le centre pendant plus d'une heure. Beaucoup de slogans sur la solidarité français-immigrés, le refus des expulsions, une grande ligne d'écharpes tricolores fermant le cortège. Etonnement et intérêt sont manifestés de la part de la population locale. On monte les enfants aux fenêtres pour voir. Dans les cafés, où sont mêlés Français et immigrés, tous les clients sont derrière les vitres.

En tête de manifestation, ce sont les délégués du comité de coordination, puis ce sont les foyers de Chilly-Mazarin, Sainte-Genève, Vitry, Massy, des représentants des foyers d'Ivry et de Créteil. Les mots d'ordre arabes disant la volonté de lutte jusqu'à la victoire sont largement repris, y compris dans la partie regroupant les Français. Derrière la banderole «*Français-Immigrés : une*

seule classe ouvrière», c'est la délégation PCR ml et PCML, puis viennent la CFDT, le MRAP, les élus du PS... etc. Une importante diffusion de tracts expliquant la situation à Chilly-Mazarin où 250 résidents sont menacés d'expulsion au 1^{er} mai.

A Chilly-Mazarin, la municipalité PC-PS annonce son conseil municipal extraordinaire lundi 30 avril au foyer Sonacotra.

La manifestation atteint le foyer vers 13 heures. Plusieurs résidents pénètrent dans le foyer, tandis que la manifestation scandée avec force : «*Le gérant raciste, la police hors du foyer !*».

Cette manifestation dans cette petite ville du Sud parisien, ces 1 000 personnes regroupées derrière les résidents des foyers de l'Essonne, dont de nombreux Français, a bien prouvé que les choses sont en train de changer, que les immigrés font bien partie de la classe ouvrière, que leur isolement est lar-

gement dépassé. «*Non aux foyers-prison !*», et «*Sonacotra cédera !*» sont des enjeux qui rapprochent, maintenant, dans les faits, Immigrés et Français.

Le comité de coordination dans l'Essonne, c'est bien une réalité active capable de développer un soutien de masse.

Français-Immigrés solidarité !
Non aux expulsions !
Non à la fermeture du foyer !
Sonacotra cédera !
Vive le comité de coordination !

Corr. CHILLY-MAZARIN

Au foyer, les élus PS bien qu'ayant manifesté dès le départ leur soutien aux résidents contre l'expulsion, ont demandé à la Sonacotra quelles étaient ses propositions. Une réunion dite d'information s'est tenue au foyer entre la Sonacotra d'une part, les résidents de l'autre ; la municipalité (PS), l'Amicale des Algériens, à la demande du consulat, y étaient en observateurs. Les propositions se résument à ces 4 points :

- paiement de 2 000 F par résident sous 8 jours ;
- paiement de 2 000 F avant la fin de l'année ;
- expulsion de tous les clandestins ;
- mise en place d'un contrat d'un mois renouvelable par les parties signataires.

Ces conditions sont apparues inacceptables aux résidents en présence, surtout à cause de l'expulsion des clandestins (cousins aux familles des résidents). Nul doute que la manifestation va renforcer cette attitude offensive des résidents. Mais il sera instructif d'assister au conseil municipal extraordinaire de lundi soir et nous verrons bien alors dans quel sens penchera la municipalité.

Notons que pour la première fois sur le département l'UD-CGT a appelé à la manifestation du comité de coordination mais sans le nommer bien sûr, dans l'objectif de s'insérer dans cette lutte, car il n'y a pas eu d'appel large à renforcer la mobilisation. On notait quelques personnes avec le badge CGT dans le cortège.

● Occupation à Usinor-Longwy et à Creusot-Loire (Firminy)

● La grève se poursuit aux hauts fourneaux de Dunkerque et à Solmer

A Usinor-Dunkerque, l'équipe du matin des hauts fourneaux a opté pour la poursuite de l'action. L'utilisation de fondeurs de Denain, voire de Creusot-Loire pour faire redémarrer les hauts fourneaux a permis à la direction d'annoncer qu'une coulée s'était faite samedi. Mais les hauts fourneaux continuent leur mouvement.

A Usinor-Longwy, le mouvement des aciéristes continue contre la mutation d'une équipe, première phase du plan de restructuration prévue par Usinor. Après le lock-out des 1 400 travailleurs vendredi, ceux-ci ont occupé dans la nuit de vendredi à samedi plusieurs ateliers de l'usine dont le train universel, le gros train, le parc à billettes... Le mouvement pourrait s'étendre mercredi à de nouveaux secteurs.

Dans le même temps,

Usinor multiplie ses pressions pour obtenir des «départs volontaires», et obliger des travailleurs à accepter leur pré-retraite.

A la Solmer de Fos, la réunion qui s'est tenue vendredi avec la direction n'a absolument rien donné, ni sur les salaires, ni sur le licenciement des travailleurs et des délégués, et rien sur le lock-out. L'épreuve de force se poursuit donc. Une assemblée générale doit se tenir ce lundi matin où seront décidées les actions à mener, et les derniers préparatifs pour le 1^{er} mai.

A Usinor-Denain, l'intersyndicale se réunit mercredi matin. Il est donc possible que de nouvelles initiatives, faisant suite à l'occupation mardi dernier du canal à grand gabarit, soient programmées. D'autant plus que les premières lettres d'annonce de mise en pré-retraite viennent d'être envoyées à environ

2 000 travailleurs

Enfin, à Creusot-Loire (Firminy), en réponse à la grève des gars du traitement thermique, la direction a mis en place son calendrier de lock-out et déjà 500 travailleurs ont été touchés. La riposte n'a pas entraîné : les aciéristes ont décidé d'occuper les ateliers et les bureaux vendredi. Les manutentionnaires, en bagarre eux aussi, revendiquent la qualification d'OP 2.

Longwy, Dunkerque, Fos, Creusot-Loire... à la veille de ce 1^{er} mai, la voie de la lutte continue de se faire entendre sur les différents sites et bassins. Et, à l'exemple de la fête de ce week-end à Longwy, le débat se poursuit sur l'avenir de la lutte, sur les actions à entreprendre et la tactique à opérer contre le lock-out patronal et ses premières mesures de restructuration.

MB

Sidérurgie

Succès de la fête de Longwy autour des sidérurgistes en lutte

Malgré le froid très intense, la fête organisée par la CFDT-Longwy ce week-end a eu beaucoup de succès. Par la bonne affluence le dimanche, mais aussi par les très nombreuses discussions que cette fête a permises. Les travailleurs et leurs familles étaient contents de passer là, de discuter et aussi de trouver une animation culturelle de qualité.

Cette fête avait pour but de permettre que les militants, les travailleurs et la population se rencontrent, à la fois pour faire le point et aussi discuter, dans une ambiance détendue, de ce qui existe actuellement sur le bassin de Longwy.

Plusieurs stands étaient tenus, notamment par des militants de l'extérieur du bassin : par les gars de

Denain, par des militants CFDT de Dunkerque, ceux de la section suspendue. Ils ont d'ailleurs vendus une brochure qu'ils ont réalisée eux-mêmes, intitulée : «79, l'Etat applique son plan de restructuration et de licenciement...et en pleine grève d'Usinor-Dunkerque la section est suspendue».

Plusieurs autres boîtes étaient présentes, ainsi que des stands d'organisation tels que ceux de la JOC, CSCV...etc.

Des animations pour les enfants, de la musique populaire, des groupes de théâtre, des chanteurs...et de nombreuses discussions sur le devenir de la lutte, tout cela a été ressenti comme très positif, d'autant plus que cette initiative se situe à un moment

où la lutte se développe sur Usinor.

Après le refus de mutation d'une équipe à l'aciérie de Senelles, l'aciérie est partie en grève à 100 %, et cela a eu des répercussions aux hauts fourneaux lock-outés vendredi par la direction.

Depuis, le mouvement a pris de l'ampleur et samedi matin, les sidérurgistes occupaient plusieurs installations d'Usinor. Ces initiatives ont donc été au cœur des débats durant la fête de ce week-end : les perspectives d'action d'ensemble sur Usinor, la possibilité de débat par le maximum de travailleurs de toute initiative.

D'après correspondant LONGWY

Enfin, il l'a annoncé le 19 avril, Ford ne s'installera pas dans le bassin de Longwy comme il en avait été question. Ni d'ailleurs en France semble-t-il. Les constructeurs automobiles français qui avaient fait pression en ce sens ont confirmé qu'ils envisageaient de remplacer la firme américaine défailillante.

Comme pour Ford, la presse fait grand battage autour des propositions de Renault-Peugeot. Les sidérurgistes sont quant à eux beaucoup plus sceptiques et méfiants.

Pourtant nul évidemment ne peut être hostile à des créations d'emplois, surtout quand, pour le seul bassin de Longwy on compte 3 000 chômeurs ; mais ces usines seront-elles effectivement créées ?

Si elles le sont, embaucheront-elles autant qu'il est dit ? Des emplois, d'accord mais quel genre d'emplois ? S'ils voient le jour, doivent-ils entraîner une acceptation du plan acier qui prévoit plusieurs milliers de licenciements dans le bassin de Longwy ?

Ford s'était vu offrir 150 000 francs par emploi créé, soit trois fois plus que ce qui est proposé à Renault pour étendre sa production à la «Française de Mécanique» à Douvrain dans le Nord. Le pont d'or offert à la firme US pour s'installer en France avait suscité l'indignation de Renault et Peugeot.

L'AUTOMOBILE : UN AVENIR FLORISSANT JUSQU'A QUAND ?

Les pressions exercées par les firmes françaises et la «concurrence» instaurée pour s'installer en Lorraine ont eu raison du projet de la firme américaine. Ford ne pouvait plus espérer obtenir les subventions ; revendiquées ; à partir de là, s'installer en France devenait pour le trust US moins intéressant.

En tous cas, Ford a renoncé à s'installer en France ainsi qu'en Autriche comme il en avait été question.

En Lorraine donc, les projets retenus par le gou-

vernement sont d'inspiration française.

CREATION D'EMPLOIS D'UN CÔTÉ SUPPRESSION DE L'AUTRE

La France tient encore honorablement le créneau de la production automobile et exporte la moitié de sa production. C'est pourquoi le projet «national» a retenu l'attention gouvernementale. Pourtant la création de 5 000 emplois d'ici 1983 n'est en aucun cas garantie. D'abord parce que les usines qui seront construites emploieront des techniques ultra-modernes abaissant les coûts de production, augmentant la productivité, ce qui aura pour conséquences inévitables d'entraîner rapidement la fermeture d'autres unités qui seront jugées moins compétitives par les patrons. D'ores et déjà Citroën licencie dans la région parisienne en fermant la fonderie de Clichy (100 personnes) et les ateliers Gutenberg à Paris au profit

Renault-Peugeot-Citroën en Lorraine

DES PROMESSES... ENCORE DES PROMESSES



Les emplois créés par Renault...pour faire avaler le plan acier !

de l'usine de Trémeries en Moselle. Renault n'est pas en reste, au dire du syndicat CGT de Boulogne Billancourt.

Discrets licenciements et suppression d'emplois d'un côté, bruyantes annonces d'embauche de l'autre. La malhonnêteté est flagrante.

L'expérience aidant, il est légitime de s'interroger sur de telles promesses. Avant la Lorraine, d'autres régions en ont connu de semblables, et quand les projets annoncés ne sont pas purement et simplement annulés sous un prétexte ou sous un autre, il est bien rare qu'ils soient intégralement respectés.

NON A LA DÉQUALIFICATION

«Dans la sidérurgie nous sommes qualifiés pour produire de la fonte et de l'acier ; si l'on acceptait d'être reclassés dans l'automobile, par exemple, on ferait certainement un travail à la chaîne...et quelques-uns seraient petits chefs...» affirme ce sidérurgiste d'Usinor-Senelles à Longwy. En effet, il ne fait aucun doute que les emplois proposés dans l'automobile, ou ailleurs, correspondraient leurs, correspondraient pour bon nombre de sidérurgistes à une déqualification et à la perte d'avantages acquis. Ce qui ne peut être accepté.

EN PRIORITÉ LES NOUVEAUX EMPLOIS DOIVENT ÊTRE PROPOSÉS AUX CHÔMEURS

Manifestement le bruit répandu autour de ces implantations industrielles a pour fonction de désarmer la lutte à Longwy. Les grands moyens d'information sont en revanche bien discrets sur les 3 000 chômeurs existant d'ores et déjà dans le bassin.

Après tout, pourquoi les 3 000 emplois que le gouvernement se propose de créer sur place (les 2 000 autres sont pour la Moselle) ne seraient-ils pas proposés en priorité à ces travailleurs qui sont aujourd'hui et pour certains des mains au chômage.

ASSEZ DE PROMESSES DÉMAGOGIQUES

Parce que ces promesses de créations d'emplois correspondent souvent, à des licenciements ou à des mutations, parce que souvent elles sont restées sur le papier, parce que pour la plupart des sidérurgistes cela correspondrait à une déqualification, parce qu'il y a à Longwy des travailleurs qui sont déjà au chômage, pour toutes ces raisons les promesses gouvernementales ne peuvent être considérées comme un recul quelconque du gouvernement. A Usinor, à la Chiers, ces propositions ne sauraient faire accepter les licenciements.

François MARCHADIER

LES PROMESSES

Bassin de Longwy : 1 000 personnes d'ici 1983 dans une fonderie d'aluminium commune à Renault et à Peugeot-Citroën. Par ailleurs Citroën envisage de construire une usine de fabrication mécanique : 2 000 emplois.

Moselle : extension de l'usine de Tremery en cours de construction ; 7 400 emplois au lieu de 5 600 initialement prévus. Renault installerait sur la zone industrielle de Kickelsberg près de Thionville une unité intégrée de fabrication de pistons (fonderie et usinage). Embauche envisagée de 200 personnes.

MEFIANCE JUSTIFIEE

Les travailleurs lorrains ont de bonnes raisons d'être méfiants quand le gouvernement promet des créations d'emplois. Dans le département à Batilly n'avait-il pas été promis 3 000 emplois ? Aujourd'hui RVI a embauché 200 personnes !

«TOUT N'EST PAS RENTRÉ DANS L'ORDRE»

Une interview de Jean KEHAYAN

De notre correspondant à Marseille

Jean Kehayan fait partie de ce que certains appellent improprement des «vedettes» de la contestation interne au PCF. Ayant vécu deux années en URSS, il en a rapporté un témoignage important. «Rue du prolétaire rouge» écrit avec sa femme, Nina Kehayan. Leur livre, qui reste un des ouvrages les plus vendus actuellement, est important à double titre : par les révélations qu'il apporte sur le «fascisme quotidien» en

URSS, et aussi par les profondes répercussions qu'il a eues à l'intérieur du PCF. L'interview que Jean Kehayan a accordée à notre correspondant de Marseille aborde deux sujets : comment un militant critique du PCF se situe à la veille du 23^e congrès, et, dans une deuxième partie que nous publierons dans notre prochaine édition, ce qu'il en est de l'URSS aujourd'hui.

— L'opposition au sein du PCF semble bien se porter et est devenue une donnée permanente. Comment juges-tu la façon dont la direction a manœuvré dans la préparation du 23^e congrès et est-ce que ses tentatives pour isoler les opposants ont porté ?

Jean Kehayan : Je suis nuancé sur le thème d'opposition ; le terme de dissident ne me convient pas du tout, militant critique me semble une bonne formule pour dire aujourd'hui que toute une série de militants, au grand jour — je ne pense pas que ce soient des cas isolés — tiennent absolument à considérer que le mouvement ouvrier et révolutionnaire existe dans ce pays et qu'il est important à un moment donné d'exprimer publiquement que toute une série d'interrogations existent et qu'on n'est pas sûr que la voie choisie soit la meilleure pour faire progresser le mouvement. Contrairement à ce que tout le monde s'imaginait après l'échec de mars 78, tout n'est pas rentré dans l'ordre et il s'avère que maintenant, plus d'une année après le début de la critique ouverte, les choses non seulement ne se sont pas tassées mais se sont affinées. Une série de crises ont éclaté au grand jour, notamment le départ de 6 journalistes de *France Nouvelle*, ce qui n'est pas une mince chose dans la rédaction d'un hebdo central du parti. Ce que tu appelles les manœuvres de préparation du 23^e congrès, moi à mon avis c'est ce qui s'est toujours passé et là il semble que la direction n'ait pas pris de gants, pour faire en sorte d'avoir un congrès où les militants critiques ne puissent pas s'exprimer et où tout se passera normalement. La majorité des interventions commencera par «nous sommes d'accord avec le rapport du 23^e congrès», ce qui n'est pas à mon avis une bonne manière de résoudre les réels problèmes qu'il y a à l'intérieur du parti.

— En somme la question de savoir si le 23^e congrès serait un congrès d'ouverture est tranchée pour toi ?

— Je ne suis pas dans le secret des dieux en ce sens que je ne participe à aucune réunion du 23^e congrès ; cela étant je pense que l'exigence d'ouverture est tellement forte, en tout cas au nombre de gens avec qui je discute, au nombre d'ouvrages et d'articles qui paraissent, qu'à mon avis il me semble suicidaire de normaliser le congrès et de ne pas tenir compte de cette volonté d'ouverture qui existe et qui est réelle.

— Quels moyens reste-t-il alors pour mener la lutte à l'intérieur du PCF, quelles sont les perspectives pour des regroupements comme ceux autour de *Positions* ou de *Luttes et Débats* ?

— Je crois que ce sont de très bons exemples que tu cites. Quand on pense que la voie de la critique est une bonne voie qui permet d'avancer pour l'avenir, il ne faut pas, l'ampleur de la crise du capitalisme étant aussi forte, il ne faut absolument pas se laisser terroriser par tout ce qu'on pourra dire sur le travail fractionnel. Je crois que tous les militants qui explorent comme ça des voies de recherche, pour avoir des contacts horizontaux et s'interroger en commun, c'est une excellente chose. Et je crois que ce sont des choses qui doivent aller en s'amplifiant, c'est l'appareil du parti qui aura à prendre ses responsabilités à ce moment-là pour savoir s'il rejette ou s'il prend en compte ces diverses interrogations. Ce qui est intéressant dans *Luttes et Débats*, c'est que ce n'est pas 3 ou 4 intellectuels qui se sont réunis pour dire on va faire des papiers sous notre signature, mais que c'est un bulletin très modeste fait avec les moyens que peuvent avoir des militants, avec en plus des militants de toutes les couches sociales. Parce qu'à mon avis un des grands dangers, et qui est une vieille tentation du parti, c'est de faire le clivage entre ouvriers et intellectuels, alors que dans ce débat et ces interrogations ce clivage n'existe pas du tout.

— Et la place des militants ouvriers dans cette lutte interne ?

— Je connais des camarades ouvriers qui sont au moins autant critiques que certains intellectuels, qui ont peu de moyens de s'exprimer et qui ont plus tendance à baisser les bras que ce que pourraient faire des intellectuels pour écrire et s'exprimer. Quand on dit ouvrier-paysan-intellectuel, ça a des petits relents des années 30 ; alors je ne veux pas du tout nier ni la lutte des classes ni le clivage réel, la réalité sociale qui est différente, mais ce qui est vrai c'est que ces trois catégories ont de façon tout à fait proche des interrogations et un besoin de démocratie, qui se retrouve chez tous. Je ne pense pas qu'on puisse dire que la critique est exclusivement le fait de militants intellectuels enfermés derrière leur bureau parce que ça serait une erreur de le faire et on n'a pas le droit de le faire. Un travailleur directement confronté à la crise n'est



Nina et Jean Kehayan

pas moins capable qu'un intellectuel de vouloir que la révolution, le vrai changement arrive.

— Mais y a-t-il vraiment la possibilité d'être assez nombreux pour obliger la direction à infléchir ses positions ? Les modifications aux statuts, en particulier, ne garantissent-elles pas toujours la mainmise de la direction ?

— Quand on est une direction, qu'on a choisi une voie, il est bien évident qu'on prend tous les garde-fous possibles pour pérenniser son propre pouvoir et continuer comme ça à être par le passé. Ce qui est nouveau à mon avis c'est qu'à un moment donné on ne peut pas se priver de militants. Il est bien évident que les grands intellectuels comme France Vernier, Goldring... ont eu leur tribune publiée dans *l'Huma*, mais il faut savoir combien n'ont pas été publiés jusqu'à ce jour et comment les choses vont se dérouler plus tard. Je crois qu'un parti, s'il sent une exigence aussi forte de sa base, ne peut pas non plus totalement rejeter et faire la politique de l'autruche devant une série de vrais problèmes qui se posent et qui sont liés non seulement à l'évolution du parti mais au contexte international.

Dans «Un parti peut en cacher un autre» J.M. Devesa estime que l'augmentation des points de vue critiques est liée à l'absence d'élections. Dans le même sens, le thème de l'Europe n'est-il pas un enjeu pour resouder les rangs ?

— Je ne pense pas. L'absence de perspectives électorales, de changement à court terme par les urnes, c'est vrai que ça permet une période de répit pour une réflexion plus poussée et pour savoir comment on peut brûler des étapes pour ne pas toujours s'en tenir à ces échéances électorales. Cela étant je crois que les élections européennes ne sont pas du tout un moyen de refaire l'unité du parti, et qu'elles sont sans grand intérêt. C'est certainement intéressant d'imaginer une vraie Europe des travailleurs, démocratique, mais à l'heure actuelle ça semble un concept tellement abstrait et il y a tellement de divergences, ne serait-ce qu'entre PCF, PCI et PCE. S'il y avait une vision analytique, globale, sur le capitalisme européen, très bien élaborée par ces trois partis, peut-être là il aurait pu y avoir une mobilisation intéressante. Il y a un meeting Berlinguer-Marchais à Marseille en mai, c'est peut-être

un moyen de relancer cette idée de l'Europe des travailleurs et de trouver des moyens de luttes communes à l'intérieur des grands pays impérialistes qui vont composer cette Europe. Mais cela étant je ne pense pas qu'on peut se dire, maintenant il y a les élections européennes qui arrivent et il faut tous se mobiliser, oublier les querelles et les discussions pour foncer là-dessus. Parce que c'est évident : les listes communistes obtiendront leurs voix traditionnelles plus un certain nombre d'autres. Le ralliement de Maffre-Baugé, par exemple, c'est sûr que dans certains départements viticoles, ça va apporter des voix mais je ne pense pas que ça mérite une mobilisation très particulière parce qu'au niveau des gens on ne voit pas le changement immédiat que ça peut leur apporter. Et de toutes façons les cantonales ont prouvé que l'existence de militants critiques à l'intérieur du PCF, ça n'a strictement rien changé aux données politiques, au vote des gens. C'est un problème à mon avis qui se situe absolument en dehors de toutes les grandes échéances électorales.

— Dans le n° 4 de *Positions* il est proposé, entre autres, pour combattre l'orientation réformiste du PCF, de coordonner les luttes à l'échelle européenne : n'est-ce pas en contradiction avec les positions du PCF qui apparaissent comme nationalistes ?

— C'est vrai qu'une affiche comme «Fabriquons français» à première lecture ça peut passer pour une position nationaliste. C'est vrai aussi que quand on fouille un peu l'économie nationale il y a toute une série de choses qui ne tournent pas rond, une série de productions où on pourrait faire plus si on n'était pas dans un partage multinational des marchés. Mais qu'il faille coordonner les luttes au niveau européen, c'est une certitude maintenant, il y a une telle inter-pénétration des capitaux, même des pouvoirs de décision supranationaux, qu'il est bien évident que le salut de l'Europe, il n'est jamais trop tôt pour avoir raison, commence par jeter les ponts pour une vraie Europe des travailleurs et démocratique. Mais c'est vrai aussi qu'il ne faut pas tomber dans ce piège grossier d'un nationalisme, d'un protectionnisme qui peut être alléchant à très court terme mais qui à moyen terme est complètement condamné. Il faut se faire à cette idée que les capitalistes, malgré les accouchements difficiles de l'Europe des Neuf, ont quand même réussi, ne serait-ce que par le jeu de la Bourse, à faire un partage d'un certain nombre de marchés. Cela étant je ne crois pas qu'il faille mener un combat d'arrière-garde pour dire qu'il faut consommer des tomates de chez nous parce que c'est un peu facile comme raisonnement, on peut revenir au moyen-âge, aussi.

ATTEINTES AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES

Le pouvoir veut avoir les mains libres

Le droit de manifestation est attaqué. Le droit de grève est attaqué. Le droit d'affichage est attaqué. Le droit pour des immigrés de travailler en France est attaqué. Depuis un peu plus d'un mois, Giscard et son gouvernement viennent de lancer une offensive de grande ampleur contre ceux qui ont arraché ces droits, les travailleurs. Le scénario est dans tous les cas le même, et il éclaire bien ce qu'il en est du libéralisme giscardien. On adapte les lois, au besoin on en crée, pour donner libre cours à l'arbitraire politique.

Giscard n'a pas eu besoin de créer une nouvelle loi pour s'attaquer au droit de manifestation. Il lui a suffi de rappeler qu'il était dans le pouvoir des préfets d'autoriser, ou d'interdire, une manifestation. Dès lors, tout est possible. L'argument de la sécurité ne tient évidemment pas, car selon quel critère peut-on juger si une manifestation se déroulera calmement ou pas ? La principale cause des violences, comme le 23 mars, n'est-elle pas justement la provocation policière ?

En réalité, quelques hommes, au gouvernement, dans les préfetures ou les commissariats, décident, sur des bases politiques, des manifestations tolérables et de celles qui ne le sont pas, à leurs yeux de représentants de la bourgeoisie. Couverts par la loi, leur loi, ils n'hésitent pas, ensuite, à utiliser la répression à grande échelle, comme l'a prouvé la répression de la manifestation contre l'invasion du Kampuchéa par le Vietnam samedi matin.

DROIT DE GREVE MENACE DANS TOUT LE SERVICE PUBLIC...

La loi contre le droit de grève à la télévision, votée dans la nuit de vendredi à samedi, répond au même critère de l'arbitraire. Officiellement, peu de choses sont changées, sinon que les directeurs de chaînes peuvent réquisitionner le personnel pour assurer le service normal, «sauf si le pourcentage de grévistes est trop élevé». Mais qui déterminera si la grève est massive ou non, si le pourcentage de grévistes est suffisamment élevé ou non ? Là encore l'arbitraire est roi, et le gouvernement se donne la possibilité de s'opposer au plus élémentaire des droits, celui de faire grève.

Qui est plus, une autre menace se profile derrière cette loi concernant la seule télévision. Au nom du «service public», c'est le droit de grève à la SNCF, à l'EDF, à la RATP, etc. qui peut être remis en cause suivant la même logique.

...SUIVANT LE BON VOULOIR DU GOUVERNEMENT

Même arbitraire en ce qui concerne le droit d'affichage. Tout affichage sauvage sera interdit, si la loi passe définitivement. Mais la répression peut être différenciée, selon l'ampleur de l'affichage sauvage, et selon les lieux où sont collées les affiches. Mais qui décidera ? Les mêmes, là encore.

En réalité, l'attaque que mène aujourd'hui le pouvoir contre les droits démocratiques répond à un double objectif : d'une part, il cherche à mettre en place un nouvel arsenal répressif, à un moment où, loin de toute échéance

la possibilité, selon les situations, de souffler le chaud et le froid. Libéralisme oblige. En ce sens, les dernières initiatives ouvrent la voie à l'arbitraire le plus complet.

Dans la France de Giscard, on peut manifester, on peut faire grève, on peut coller des affiches. Si le gouvernement le veut bien. Mais, légalement, le pouvoir peut empêcher les travailleurs de la télévision de faire grève, il peut empêcher toutes les manifestations qui ne lui conviennent pas, il peut s'attaquer aux organisations qui signent des affiches «sauvages», il peut arbitrairement poursuivre n'importe quel participant,

Un exemple d'arbitraire

Mercredi 25, quelques heurts se produisent lors d'une manifestation du comité des non-titulaires de l'Education nationale, à Paris. Vendredi 27, à 8 heures du matin, Daniel Véron, secrétaire du SGEN-CFDT de Créteil est interpellé par la police. Motif : enquête sur la manifestation du mercredi précédent. Relâché dans la soirée, il serait inculpé d'infraction à la loi anticasseur.

électorale, la question de la lutte peut se trouver posée. Ce n'est pas un hasard si les attaques contre le droit de manifestation sont venues quelques jours seulement après les actions combattives des sidérurgistes du Nord ou de la Lorraine. D'autre part, le pouvoir veut garder les

à n'importe quelle manifestation, au nom de la loi anticasseur. Il peut expulser les travailleurs immigrés de leurs foyers. Il a en fait les mains libres, y compris pour choisir ceux à qui il veut destiner ses coups : les travailleurs et tous ceux qui luttent réellement contre la bourgeoisie.

● PARIS : LA MANIFESTATION DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN REPRIMEE PAR LA POLICE GISCARDIENNE

Samedi, le comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France appelait à Paris à une manifestation, avec le soutien de plusieurs organisations, parmi lesquelles le PCR ml. La police giscardienne a déployé des moyens considérables pour l'empêcher après que la préfecture l'ait interdite. De très nombreux agents et CRS étaient mobilisés. Dès avant l'heure de la manifestation, ils organisaient une «chasse aux faciès» aux sorties de métro et dans le quartier, embarquant dans leurs cars tous ceux qui leur semblaient être d'origine asiatique ; puis à peine un rassemblement commençait-il à se former, criant : «Troupes vietnamiennes hors du Kampuchéa !» et «Kampuchéa vraincra !», la police se précipitait pour emmener de force le plus grand nombre possible de gens. Tout au long du parcours, dans les cars de police, les manifestants, malgré les menaces et les coups, ont continué à affirmer bien haut leur solidarité avec le peuple cambodgien en lutte contre l'agression vietnamo-soviétique. Les 157 personnes emmenées ont été gardées jusqu'en fin d'après-midi.

A l'issue de la manifestation, Petros Stangos, dirigeant du Mouvement Communiste Révolutionnaire de Grèce (Ekké), qui se trouvait à Paris, était allé demander à la police la libération des manifestants interpellés. Il a alors lui-même été interpellé, avant d'être libéré plusieurs heures plus tard.

Au même moment, Giscard se trouvait précisément à Moscou, où il déclarait avec Brejnev que les relations franco-soviétiques sont «le noyau de la détente». La preuve en a été apportée à Paris, où tout a été fait pour étouffer la voix du peuple cambodgien en lutte pour l'indépendance et la liberté.

● REMOUS AU SEIN DU RPR

Michel Cointat (RPR), qui a fait l'objet d'une autre liste que celle de Chirac et Debré, demande aux députés RPR de signer une déclaration pour une «Europe des réalités». Il indique que Chirac n'a pas tenu compte de ses propositions.

D'autre part, dans le *Figaro* de vendredi, 10 députés et 1 sénateur RPR publient un «point de vue» dans lequel ils se définissent comme des «gaullistes de la nouvelle génération» et où ils écrivent notamment : «Trop souvent l'insulte et le procès d'intention tiennent lieu de raisonnement».

L'un de ces signataires, Etienne Pinte, a décidé de démissionner de la commission exécutive du RPR car il n'est pas d'accord avec Chirac sur ses déclarations récentes à propos de la légitimité du président de la république.

23^e congrès du PCF

Où en sont les contradictions internes au PCF, à quelques jours de l'ouverture de son congrès ? La question vaut d'être posée, face à l'offensive de la direction, qui se prévaut du soutien quasi unanime des militants, même si une «toute petite minorité» selon les mots de Marchais, continue à exprimer ses désaccords. Cette vision des faits est reprise par la presse bourgeoise, qui, s'en tenant à la surface des choses, croit pouvoir discerner le «recul» d'une opposition divisée et marginalisée.

En quelques jours plusieurs faits incontestables sont venus, à nouveau, démentir ses assertions.

— La crise interne au PCF, c'est l'accroissement sans précédent de l'absentéisme aux réunions de cellule, et une baisse sensible du militantisme : Leroy lui-même l'a avoué, il se trouve de moins en moins de militants pour «faire les marchés» avec la presse du PCF. Plus significativement encore, certaines cellules ne se sont même pas réunies pour discuter du 23^e congrès, et n'ont pas élu de délégués à leur conférence de section. De fait, il y a dans le PCF des cellules qui n'existent plus que sur le papier.

— La crise interne, ce sont les manifestations de mécontentement qui s'expriment çà et là, sans pour cela se traduire par des prises de position publiques. Des exemples : élus par leurs cellules, de nom-

breux militants ont boycotté les conférences de section. Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, dans une conférence de section où il aurait dû y avoir 180 délégués, il n'y en avait que 102. Autre exemple, en Côte-d'Or : la direction veut exclure du comité fédéral un militant qui, en avril 1978, avait estimé publiquement que «le PCF est aussi responsable de l'échec de la gauche». Elle y parvient, mais par 77 voix contre 71. Depuis, la fédération de Côte-d'Or du PCF semble largement divisée sur ce cas.

— La crise interne, c'est aussi le départ, souvent discret, de nombreux militants. Dernier exemple en date, la lettre, publiée par *Le Matin*, d'un chauffeur routier de Guidel, dans le Morbihan. Celui-ci explique : «L'attitude actuelle du PCF est la conséquence logique d'une ligne politique opportuniste pour arriver au pouvoir. Mes diver-

gences portent sur des questions touchant à la nature d'avant-garde et révolutionnaire du parti, de sa reconnaissance en tant que tel par la classe ouvrière ; sur le socialisme existant et les conséquences qui en découlent pour la construction du socialisme en France. Ces divergences politiques fondamentales, je les ai exprimées ouvertement au sein de la cellule et auprès des responsables de la section, ainsi qu'auprès du secrétaire fédéral du Morbihan, lors d'un entretien avec lui, sur ma demande. Ce dernier n'a apporté aucune réponse à mes interrogations (...). Oui, le PCF traverse une crise très grave, qu'il n'est plus possible de cacher. Une crise qui est ressentie douloureusement par plus en plus de communistes et qui se traduit par une forte diminution de la pratique militante (...). Les circonstances politiques ont fait que moi et bien d'autres sommes

amenés à réfléchir et à en tirer les conclusions en toute honnêteté avec nous-mêmes».

— La crise interne au PCF, c'est le fait que les contradictions se développent au sein même de son appareil, et notamment de sa presse. Six journalistes ont déjà quitté *France Nouvelle*, l'hebdomadaire central du PCF. Un septième fait acte public de contestation, en publiant un livre intitulé «Vive la crise» qui sortira mercredi prochain au Seuil, dans la collection dirigée par un autre contestataire, Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions Sociales. Pour Jacques Brière, membre du PCF depuis 32 ans, journaliste à *France Nouvelle*, membre de la section économique du CC, «Le PCF a deux vies. Il y a celle des communistes, adhérents et militants, là où ils ont la possibilité de réfléchir, de discuter, d'agir, c'est-à-dire quelquefois dans leur

cellule, dans des directions, dans des commissions, et, le plus souvent, en dehors (dans les syndicats ou les organisations de masse, quand ils lisent, se promènent, discutent entre eux, avec des amis ou des collègues) ; et il y a la vie de l'appareil, qui est celle des permanents non élus qui le peuplent, et d'abord des structures, de l'organisation, du système en tant que tel, des statuts, de la loi, de la logique qui les animent». Et Brière de se demander qui l'emportera de ces deux vies, en constatant que tous les pouvoirs sont concentrés aux mains d'une caste qui tient l'appareil.

— La crise du PCF, c'est enfin l'expression ouverte de ceux qui, pour diverses raisons, peuvent accéder aux médias. Les points de vue exprimés sont parfois confus, rarement unifiés, mais tous sont des coups portés à la direction. Ainsi, dans le dernier numéro de

Maintenant, Yvonne Quilès, qui fut — ce qui n'est pas rien au PCF — rédactrice en chef de *France Nouvelle*, publie une «Lettre ouverte à Georges Marchais», dans laquelle elle souligne les contradictions qui selon elle animent les 22^e congrès et 23^e congrès. Ainsi, vendredi dernier à Paris, lors d'un débat, on a vu des militants du PCF, Kehayan, Parmelin, Elleinstein, et beaucoup d'autres dans la salle, dénoncer l'intervention soviétique en Erythrée, dénoncer l'URSS comme un pays fasciste, etc... D'autres militants du PCF, connus ou moins connus, discutent en ce moment des initiatives à prendre au moment où s'ouvrira le 23^e congrès, un congrès dont ils ont été fait exclus, et avec eux toutes les interrogations qui secouent la base de ce parti.

Alors, Monsieur Marchais, le PCF se porte-t-il aussi bien que vous le dites ?

GRANDE-BRETAGNE

TRAVAILLISTES ET CONSERVATEURS DEUX FAÇONS D'APPLIQUER UNE MÊME POLITIQUE

Par Frank ROUSSEL

A deux jours des élections générales, les sondages donnent toujours l'avantage aux conservateurs, bien que leur avance sur les travaillistes baisse. Le leader conservateur Margaret Thatcher a axé sa campagne sur la relance économique, appuyée sur l'encouragement au secteur privé et la baisse des dépenses du secteur public ; ainsi que des mesures portant atteinte au droit de grève, et aux activités des syndicats en général. Des promesses de réduire les impôts ont été faites par les deux partis. Traçant un bilan résolument optimiste de leur mandat (légère diminution du chômage et baisse du taux d'inflation en dessous des 10 %), les travaillistes ont défendu des positions fort peu éloignées de celles de leurs adversaires, excepté sur l'Europe et sur la politique étrangère. Travaillistes,

comme conservateurs ont été très discrets sur la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord et ils l'auraient probablement été également sur l'immigration, si la police n'avait pas tué il y a une semaine un manifestant antifasciste qui protestait contre un meeting raciste du Front national. La répression violente qui a fait un mort et 40 blessés à Southall a déclenché un débat en Grande-Bretagne où les partisans de l'ordre réclament l'utilisation par la police de grenades lacrymogènes et de balles en plastique contre les manifestations. Dimanche les organisations d'immigrés et les organisations antiracistes appelaient à manifester à Londres contre l'assassinat par la police du militant de la Ligue antinazie et contre la candidature du Front National aux élections.

Le bipartisme qui procède à l'alternance au pouvoir des conservateurs et des travaillistes, depuis la fin de la seconde guerre mondiale pourrait jouer cette fois-ci en faveur des premiers. En effet, Callaghan, usé par 4 ans de pouvoir, a échoué dans la réduction du chômage. Sa politique des salaires, qui a consisté à faire payer la crise aux travailleurs, à travers le «Pacte social» puis le «concordat» mis au point avec les syndicats, a été largement remise en cause par les nombreuses grèves de l'hiver dernier. Ce mécontentement, les conservateurs l'ont exploité tout au long de leur campagne : promettant une baisse des impôts et la stabilité des prix. Mais il est une autre sorte de mécontentement qu'ils ont utilisé pour développer une politique anti-ouvrière, c'est celui qu'ils avaient orchestré auprès de la petite et de la moyenne bourgeoisie contre les syndicats en particulier pendant la grève des transporteurs routiers. Répondant à l'époque des bruits alarmistes de pénurie et de famine, les conservateurs se servent actuellement du conflit des camionneurs pour mettre au point une législation limitant le droit de grève, interdisant certains piquets de grève, limitant le contrôle de l'embauche par les syndicats. A travers ces mesures sclérotantes, Margaret Thatcher caresse le rêve de contrôler les syndicats, ce qui reste l'apanage du parti travailliste. Ces derniers ont la mainmise sur le Trade Union Congress (qui regroupe l'ensemble des syndicats britanniques) grâce aux liens organiques qui existent entre les deux organisations, le Labour étant à l'origine l'émanation parlementaire des TUC. La plupart des cadres et militants du Parti Travailliste sont des leaders syndicaux et des «shop steward» (délégués d'ateliers).

«Ne faire grève dans aucune circonstance»

Mais les travaillistes se servent de leur poids considérable dans le TUC pour imposer leur politique d'austérité, avec le «contrat social» dans le passé et maintenant avec le «concordat». Le Labour a mis sur pied des tribunaux sensés défendre les travailleurs victimes de licenciements illégaux. Mais en mars dernier, des ouvriers licenciés dans le Midlands se sont vus refuser des indemnités de licenciement sous prétexte qu'ils refusaient de signer l'engagement de «ne faire grève dans aucune circonstance». Dans leur manifeste électoral les travaillistes se sont prononcés contre le «closed shop» (contrôle de l'embauche par les syndicats), pour une limitation des piquets de grève, pour un plus grand arbitrage de



Margaret Thatcher

James Callaghan

l'Etat dans les conflits sociaux et «un accord définitif des syndicats pour négocier chaque année avec le gouvernement de la manière de réduire l'inflation à 5 % dans les 3 ans», autrement dit, pour s'entendre avec les syndicats pour qu'ils fassent accepter aux travailleurs le blocage des salaires. Callaghan a été jusqu'à déclarer que la direction des TUC lui avait donné des garanties pour empêcher une répétition des grèves de l'hiver dernier. Mais le consensus dont se vante Callaghan a subi de sérieuses brèches l'hiver dernier, c'est pourquoi le Parti Travailliste ne bénéficie plus de toute la confiance de la bourgeoisie britannique et il pourrait en faire les frais lors de ces élections. De plus en plus les délégués d'atelier et des militants de base remettent en cause par des grèves sauvages la toute puissance des directions syndicales, privant du même coup les travaillistes de l'avantage qu'ils ont sur les conservateurs, aux yeux de la bourgeoisie anglaise, de tenir en main les syndicats.

Les Immigrés victimes de la répression

En ce qui concerne l'immigration, si Thatcher parle de la «tension raciale», Callaghan craint ce qu'il appelle l'«explosion raciale» et veut «préservé l'unité nationale du pays». Travaillistes et conservateurs s'entendent donc pour développer des arguments racistes : les premiers ont fait adopter en 1968 (sous le gouvernement Wilson) les lois limitant l'immigration et n'ont pas remis en cause l'«immigration act», création des conservateurs en 1971, alors qu'à l'époque, ils l'avaient dénoncé comme raciste... Quant à la politique des conservateurs sur l'immigration, elle est basée sur

un rapport adopté par les deux formations dans une commission parlementaire où siégeaient pour moitié des députés conservateurs et pour moitié des députés travaillistes. Le gouvernement travailliste a «économisé» 70 millions de livres en supprimant le droit aux allocations familiales aux immigrés dont la famille demeurait dans le pays d'origine. On leur doit également l'odieux «test de virginité» imposé pendant une période aux immigrées indiennes à leur arrivée en Grande-Bretagne.

Une des différences entre le Labour et les Tories (conservateurs) réside dans ce que le premier manie mieux la démagogie ; à la suite des incidents de Southall, Callaghan a fait un discours où il condamne le Front National comme fasciste et le définit comme une «insulte à la communauté immigrée», tout en affirmant que des éléments extérieurs (militants de la Ligue antinazie) sont venus provoquer des incidents. Craignant une riposte, le leader travailliste a lancé un appel au calme aux immigrés. Sa condamnation du Front National n'est pas gratuite lorsqu'on sait qu'en Grande-Bretagne une partie des immigrés votent (ceux qui possèdent un passeport britannique).

En matière économique, les Tories sont pour un retour au libéralisme intégral, ce qui reviendrait à diminuer l'intervention de l'Etat dans les conflits sociaux et même à supprimer l'aide de l'Etat à certains secteurs industriels en difficulté. Callaghan accuse Thatcher de vouloir supprimer par ces mesures et par la diminution des dépenses de l'Etat (suppression de postes dans l'administration) 1 200 000 emplois. Thatcher se propose même de dénationaliser un certain nombre de secteurs comme l'aérospatiale, la cons-

truction navale, rendus à la «libre concurrence».

L'Europe, les États-Unis et l'URSS

En ce qui concerne l'Europe, travaillistes comme conservateurs défendent un certain protectionnisme pour les industries, le pétrole et la pêche britanniques. Ils s'accordent pour demander le gel des prix agricoles communs. Cependant le Parti Travailliste sait utiliser un double langage, insistant sur les avantages de la CEE lorsqu'il est au pouvoir et soulignant ses aspects négatifs lorsqu'il est dans l'opposition. Certains éléments minoritaires du cabinet travailliste demandent le retrait de la CEE. Parfois Thatcher critique elle aussi les aspects contraignants de la communauté pour l'économie britannique, bien qu'en général, les conservateurs soient plus pro-européens que les travaillistes, comme ils l'ont montré dans l'accueil du Système monétaire européen.

En 1980 la Grande-Bretagne devra procéder au remplacement de ses fusées Polaris, la question sera alors de savoir si le pays se dotera de nouveaux missiles balis-

tiques sous-marins et de missiles croise (tout dépendra des décisions contenues dans le traité Salt 2 qui pourraient empêcher le transfert de missiles croise à l'Europe). Les conservateurs se déclarent prêts à augmenter les crédits de la défense nationale et la participation financière britannique à l'OTAN. Margaret Thatcher dénonce le danger de l'«expansion soviétique». Elle aurait probablement pris la même décision que Callaghan lorsqu'il a donné son accord sur la vente des avions Harrier à la Chine. Il est cependant probable qu'une fois au pouvoir les conservateurs appliqueraient la même politique que les travaillistes vis-à-vis du social-impérialisme. Ces derniers ont cédé sur la pénétration des navires soviétiques dans les zones de pêche britanniques et plus récemment ont condamné la contre-attaque chinoise contre l'agression vietnamienne. Si la Grande-Bretagne fait des concessions au social-impérialisme soviétique, elle aligne presque totalement ses positions sur celles de l'impérialisme US, d'où ses réticences à s'intégrer dans la construction européenne, son soutien aux solutions américaines au Zimbabwe et au Proche-Orient. Le Zimbabwe constitue d'ailleurs un des rares points de friction entre travaillistes et conservateurs. Ces derniers sont prêts — du moins l'ont-ils annoncé — à reconnaître le nouveau gouvernement fantoche issu des récentes élections, s'ils viennent au pouvoir et demanderaient le retrait des sanctions économiques contre la Rhodésie (qui n'ont d'ailleurs jamais été appliquées par les conservateurs comme le scandale de B.P. l'a montré).

En politique étrangère comme en politique intérieure, peu de choses séparent les travaillistes des conservateurs dès qu'ils sont au pouvoir ; aussi les différences apparaissant aux élections sont-elles bien minces. Le nombre d'abstentions sera un facteur intéressant pour mesurer le refus des travailleurs de cautionner la politique d'austérité des travaillistes.

Travaillistes et conservateurs ensemble contre le peuple irlandais

En avril 1969, il y a tout juste dix ans, un certain Callaghan (à l'époque ministre de l'Intérieur) décidait d'envoyer les troupes britanniques en Irlande du Nord afin d'y assurer la «sécurité». Les conservateurs assurèrent le relais en 1970, puis réintroduisirent en 1971 l'internement sans procès et son cortège de tortures en rétablissant le «special power act» de 1922. En 1974, les travaillistes revenus au pouvoir prennent le contrôle direct de l'Ulster et répliquent à la campagne militaire de l'IRA Provisoire en Angleterre par une nouvelle législation, le «prevention of terrorism act» qui annonce la «criminalisation» du mouvement républicain. Le statut politique des prisonniers est alors supprimé, les militants de l'IRA considérés comme des bandits.

GISCARD RENFORCE LES ILLUSIONS DE LA DETENTE

Les termes du document n'évoquent que des convergences, identité de vues, intentions communes. Pourtant, ils sont suffisamment généraux pour ne pas renseigner sur la marge qui peut exister, au terme des conversations, entre les positions respectives sur différents questions fondamentales.

SUR LE DESARMEMENT

Si l'on prend l'exemple de la question du désarmement qui aura été au cœur des discussions, la «nécessité» affirmée d'un «examen collectif par les États signataires de l'acte final d'Helsinki, des questions concernant l'atténuation de la confrontation militaire, les mesures propres à renforcer la confiance, la diminution de la concentration des armements en Europe et leur réduction», peut apparaître comme tenant compte de la proposition giscardienne d'une conférence européenne sur le désarmement conventionnel, alors que les armes conventionnelles (non nucléaires) sont un domaine où le pacte de Varsovie dispose en Europe d'une incontestable supériorité. Mais, en même temps, la proposition giscardienne se voit dénaturée puisqu'elle est englobée dans une perspective de négociations qui, en opposition ouverte avec la position française affirmée jusqu'ici incluraient les armements nucléaires en Europe, donc la force de frappe française que l'URSS veut soumettre aux tractations entre les deux superpuissances, afin de mieux la maîtriser et affaiblir encore toute velléité de défense autonome en Europe occidentale.

SUR L'AFRIQUE

Autre exemple : l'Afrique ; l'affirmation comme quoi «la France et l'URSS se prononcent fermement en faveur du respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières en Afrique et pour un règlement pacifique des problèmes litigieux pour les États africains eux-mêmes (...) sans ingérence de l'extérieur», ne renseigne guère sur l'état des contradictions entre les deux pays, qui se sont manifestées notamment l'an dernier lors de l'envoi de parachutistes français au Zaïre alors qu'était engagée une tentative d'invasion du Shaba, soutenue et encouragée par l'URSS. De même, le chapitre sur l'Asie n'éclaire guère par exemple sur le résultat exact des pressions soviétiques qui se sont exercées avec force vendredi et samedi derniers, pour faire revenir le gouvernement français sur sa décision de livrer du matériel militaire à la Chine.

Aussi, une des caractéristiques les plus évidentes

du texte signé et de l'ensemble des déclarations qui l'accablent, est que les divergences sont minimisées et même tout simplement tuées. Ceci en même temps que les déclarations d'intention proclamées gommant les visées de l'URSS et ses préparatifs de guerre, et mettent en avant la référence affirmée à Helsinki en 1975, et au nom de laquelle l'URSS n'a cessé de développer ses pressions politiques en Europe et d'accélérer le déploiement de sa puissance militaire sur le continent.

GISCARD : POUR LE MOINS CONCILIAIRE

Il faut noter que dans les mois qui ont précédé la rencontre de la semaine dernière, entre Brejnev et Giscard, celui-ci s'est efforcé de beaucoup minimiser, dans ses propos, les divergences avec Moscou, parlant notamment dans sa conférence de presse du 15 février, de «relations satisfaisantes», en évoquant tout au plus des «analyses pas toujours semblables» qui pourraient être surmontées par l'application de «l'esprit de détente».

Cette attitude giscardienne pour le moins conciliante, que l'on retrouve également présente dans les autres forces politiques françaises, RPR et PS notamment — sans parler du PCF qui occupe une position «originale» par son alignement sur l'URSS — traduit l'embarras dans lequel se trouve l'impérialisme français, en particulier la crainte de son isolement face aux pressions de la superpuissance soviétique.

La teneur du programme de «coopération franco-soviétique», les modalités que celui-ci envisage dans les relations France-URSS, notamment en définissant un cadre institutionnel plus rigoureux, comme c'est le cas avec le principe de «sommets» se tenant une fois par an, ce qui est une innovation dans les relations entre l'URSS et un pays occidental — tout ceci s'appuie sur le passé des «relations privilégiées» établies depuis une quinzaine d'années entre les deux pays. Les dirigeants soviétiques entendent bien se servir de ces relations pour faire valoir leurs vues. En même temps, ce passé, tout en pouvant continuer à être exploité par l'URSS, s'est modifié.

DES CIRCONSTANCES DEFAVORABLES POUR LA FRANCE

La France fait beaucoup moins qu'avant figure d'interlocuteur privilégié et quasi obligé de l'URSS, en Europe occidentale, elle beaucoup moins s'en prévaloir. Grâce à la politique de «détente» l'URSS a notablement étendu ses re-

lations avec les pays ouest-européens, et particulièrement avec la RFA, pays avec lequel les relations «sont devenues l'un des facteurs de stabilisation et de détente en Europe» déclarait Brejnev à Minsk en juin 1978. On sait aujourd'hui par exemple que Brejnev n'est pas mécontent du développement de ses relations avec la bourgeoisie ouest-allemande au sein de laquelle se

pouvaient rencontrer les pressions soviétiques auprès de la bourgeoisie française.

Ainsi le brevet de «sang-froid», de «retenue» qui a été décerné par Giscard aux dirigeants soviétiques, lors de la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes est significatif de cette attitude bienveillante à l'égard de Moscou. Et les interpellations massives qui viennent d'avoir lieu à Pa-

ris contre une manifestation de soutien à la résistance cambodgienne, ne sont-elles pas en harmonie avec la mollesse dont a fait preuve le gouvernement français dans ses prises de position à l'égard de l'invasion vietnamienne du Cambodge, appuyée et encouragée par l'URSS ? C'est notamment à propos de la situation dans l'Asie du Sud-Est, ces derniers mois, que la

bourgeoisie française s'est félicitée de voir la «détente» maintenue en Europe, confortant l'idée selon laquelle notre continent pourrait être à l'abri des conflits qui ont éclaté en Asie et dans le Tiers Monde.

C'est en obscurcissant les tenants et aboutissants de ces conflits, la responsabilité qui en revient à la rivalité des deux superpuissances, à l'offensive globale de l'URSS, que notre bourgeoisie peut présenter celle-ci comme une puissance soucieuse de la paix mondiale, et de l'indépendance des peuples. Sans exprimer de concession ouverte, significative, sur telle ou telle position précise défendue jusqu'ici par le gouvernement français — du moins si l'on s'en tient aux déclarations et aux documents publiés jusqu'ici — sans doute est-ce par la caution qu'il apporte à la politique de «détente» par sa contribution aux manœuvres du Kremlin pour repousser toute vigilance à l'égard de ses ambitions, notamment le contrôle de l'Europe, que les textes signés à Moscou samedi, particulièrement le «programme de coopération franco-soviétique» sont le plus dangereux.

J.P. G.



Au nom de la politique de «détente» Brejnev veut lever les résistances giscardiennes aux ambitions mondiales soviétiques...

sont fortement exprimées, ces derniers temps, des positions de compromis avec l'URSS. Les préparatifs de guerre de celle-ci se sont vus assimilés par certains des principaux leaders politiques ouest-allemands, à des mesures «défensives».

Ce développement et cette diversification des relations de l'URSS avec l'Europe occidentale, la prédisposent d'autant moins à ménager la France et à légèrer les pressions à son égard. D'autant que le gouvernement français s'est retrouvé dans ses propositions — particulièrement en ce qui concerne le désarmement — assez constamment isolé par rapport à ses partenaires européens, face aux deux superpuissances.

Aussi Brejnev entend tirer parti de cette situation. Des faits récents d'ailleurs montré l'écho que

LA PEINE DE MORT RETABLIE EN ISRAEL

Le gouvernement israélien a rétabli dimanche la peine de mort «pour les crimes particulièrement odieux». Quoiqu'inscrite dans la loi, la peine de mort n'était plus appliquée en Israël, les procureurs ayant reçu l'ordre de ne pas la réquérir. Le rétablissement de la peine de mort intervient alors que s'intensifient les actions de la Résistance palestinienne.

Deuxième séance des négociations à Hanoï

Les huit points de la proposition chinoise

La seconde séance plénière des négociations sino-vietnamiennes s'est déroulée jeudi 26 avril. Au même moment, la presse vietnamienne multiplie ses attaques contre la Chine ; les autorités de Hanoï poursuivent des activités de mobilisation générale dans tout le pays.

Depuis la fin de la riposte chinoise, l'armée vietnamienne a fait passer ses effectifs de 600 000 hommes à un million. Environ 100 000 soldats ont été à nouveau envoyés près de la frontière chinoise. Des chasseurs bombardiers F 5 et A 37 d'origine américaine ont été déplacés au Nord. Des provocations armées se poursuivent à la frontière.

En même temps, des bateaux soviétiques continuent à décharger du matériel militaire à Danang et à Haiphong, tandis que des avions de transport soviétiques le transportent à Hanoï et à l'intérieur du Vietnam. C'est donc dans une atmosphère tendue que s'est ouverte cette séance. Au cours de son intervention, Han Nian Long, vice-ministre des Affaires étrangères et chef de

la délégation chinoise, a énoncé les huit propositions du gouvernement chinois.

Ces huit propositions peuvent se résumer ainsi : 1) Rétablissement de relations d'amitié et de bon voisinage, sur la base des principes de la coexistence pacifique.

2) «Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie en Indochine, ou dans les autres régions». Ce point précise qu'aucune des deux parties ne doit pratiquer la subversion, ni fournir de bases militaires à un pays étranger, ni participer à un bloc militaire, et que chacune des deux parties doit retirer ses troupes stationnées à l'étranger.

3) Le respect de la frontière sino-vietnamienne sur la base des accords sino-français et de l'échange de lettres de 1957-1958, la négociation devant résoudre les litiges.

4) Le respect des eaux territoriales et la délimitation équitable des zones économiques.

5) La reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur les îles Xisha et Nansha.

6) La garantie des droits des résidents de l'autre

partie.

7) Le droit pour les Vietnamiens d'origine chinoise de revenir dans leurs foyers.

8) Des négociations pour le rétablissement des relations commerciales et des transports.

Au cours d'une conférence de presse, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Zhong-Xi Dong a déclaré : «Après avoir étudié avec soin la proposition vietnamienne, nous estimons que la question-clé des relations sino-vietnamiennes qui doit être réglée avant tout est l'abandon par le Vietnam de sa politique d'opposition vis-à-vis de la Chine et des ressortissants chinois. Quant à l'établissement d'une zone démilitarisée ou la formation d'une commission mixte, ce n'est qu'une tromperie. En février de l'année dernière, lorsque le Vietnam a subi un échec dans son agression au Kampuchéa, il a proposé le retrait des troupes des deux parties, la non-agression mutuelle et l'arrêt des activités subversives. Et tout le monde a assisté à ce qui s'est passé par la suite».

COLLISION AU LARGE D'OUESSANT

41 000 tonnes de pétrole par 135 mètres de fond

Nouvelle alerte à la marée noire samedi matin au large de la Bretagne : à une soixantaine de kilomètres d'Ouessant, un pétrolier norvégien vide, le *Team Castor*, et un pétrolier libérien, le *Gino* contenant 41 000 tonnes de noir de carbone sont entrés en collision. Les marins du *Gino* ont pu être recueillis avant que le navire fasse naufrage.

Le *Gino* faisait route vers Le Havre d'où il devait ensuite gagner la Grande-Bretagne. Le *Team Castor*, lui, allait remplir ses soutes à Lisbonne. A 4 h 20, c'est la collision. Touché à l'arrière, le *Gino* commence à couler en laissant échapper environ 650 tonnes de fuel de propulsion. Le *Team Castor* est moins gravement touché : une brèche d'une douzaine de mètres. Prévenus par la station d'écoute de Radio Conquet, les secours arrivent et à 5 h l'équipage du *Gino* peut évacuer le pétrolier qui continue à s'enfoncer.

Pendant ce temps, le *Team Castor* fait demi-tour en direction des côtes anglaises. D'ores et déjà, son capitaine a fait savoir qu'il n'avait de comptes à rendre qu'au gouvernement norvégien ; ce qui est, en droit, exact, la collision étant survenue en dehors des eaux territoriales françaises.

L'INSECURITE DES TRANSPORTS PETROLIERS

Que s'est-il passé exactement samedi au petit matin ? A son arrivée à Brest, le capitaine italien du pétrolier libérien a affirmé que ses appels radio et ses signaux sont restés sans réponse, et que le *Team Castor* lui a refusé la priorité. Selon le capitaine d'un navire sauveteur, le point d'impact des deux bâtiments confirme ces déclarations. Mais dimanche soir, certaines informations laissent apparaître que la responsabilité du *Gino* serait elle aussi engagée : en raison de sa cargaison, il aurait dû emprunter une autre route. En tous cas,



Le *Team Castor* après la collision

ce nouvel accident vient rappeler que la sécurité des transports pétroliers est de plus en plus négligée : qu'il s'agisse du matériel dont les délais de révision s'accroissent sans cesse ; de l'équipage dont le nombre est trop souvent réduit ; des consignes d'aller le plus vite possible pour faire des économies, quitte à se trouver en infraction.

UNE REGLEMENTATION INSUFFISANTE

Des infractions, on en a relevé déjà beaucoup dans les « rails de sécurité » mis en place depuis l'*Amoco Cadiz*. Cette fois, les autorités maritimes de Brest se sont empressées de souligner que la collision était survenue en dehors des rails où la surveillance est — en principe — permanente.

entraînant sa cargaison par 135 mètres de fond. Si le risque d'une marée noire en surface paraît exclu, les fonds marins, sont à nouveau touchés. Cet accident pose une nouvelle fois de façon aiguë le problème des transports pétroliers au large des côtes bretonnes.

Mais précisément, cet accident fait apparaître les limites des mesures de réglementation de la circulation maritime au large des côtes bretonnes. On remarquera, par exemple, que le radar d'Ouessant n'est pas assez puissant pour contrôler la circulation au large.

Les conséquences limitées qu'aura pour les côtes la collision de samedi ne sauraient faire oublier que, depuis la catastrophe de l'*Amoco Cadiz*, le plan Polmar n'a pas été rendu plus efficace.

Claude ANCHER

Les risques de pollution

On tend à minimiser, du côté gouvernemental, les effets du naufrage du *Gino*. Il est vrai qu'un des pétroliers était vide, et que l'autre contenait du noir de carbone, produit qui se solidifie à la température de 10° (celle de l'eau où il repose) pour former une sorte de bitume. Ces faits ne sauraient faire oublier tout d'abord que 1 600 tonnes de fuel de propulsion se sont échappées et qu'elles ont été dispersées à coups de détergents nocifs pour les poissons. Ensuite, les 40 000 tonnes, emprisonnées pour l'instant dans les cuves, pourraient se trouver libérées, si la coque se brisait (il suffirait d'une tempête). Les dommages seraient alors considérables pour la faune et la flore, particulièrement dans ces fonds peu profonds (135 mètres).

ARRET DE HUIT CENTRALES AMERICAINES DU TYPE DE HARRISBURG

La NRC (commission américaine de surveillance nucléaire) a décidé de faire fermer provisoirement les huit centrales conçues selon le procédé de Babcock et Wilcox, celui de la centrale de Harrisburg. Cette

fermeture sera progressive : quatre centrales sont déjà arrêtées, une autre l'a été ce dimanche en Caroline du Sud. Il s'agit surtout de modifier les procédés de secours en cas d'urgence, d'améliorer la

sécurité des systèmes de refroidissement, et de perfectionner l'entraînement du personnel, « l'erreur humaine » ayant contribué à l'accident de Harrisburg. En principe, les centrales seront remises en route avant la fin de l'été.

Tandis que la NRC prend ces mesures élémentaires de précaution, l'ardeur des parlementaires américains pro-nucléaires ne semble pas s'être estompée : jeudi soir, ils ont voté une autorisation d'investissement de 183 millions de dollars pour un projet de surrégénérateur.

En France, EDF vient d'annoncer — conséquence de Harrisburg — qu'elle renonçait au générateur Trépaud. Ce système, inspiré du procédé Babcock et Wilcox, avait été envisagé pour remplacer l'actuel système Westinghouse des centrales PWR. Par contre, pas de fermeture en vue pour vérification de la sécurité. Le problème vient pourtant d'être une fois encore posé : selon Radio Verte Fessenheim, deux techniciens auraient été gravement atteints par des radiations, à la centrale de Fessenheim.

1^{er} MAI : PAS D'AUTONOMES ?

Dimanche soir, des représentants de la « coordination parisienne » ont affirmé que les autonomes organisés ne partici-

peraient pas à la manifestation du 1^{er} mai. Ils ont révélé à cette occasion que la police comptait opérer une centaine d'arrestations préventives avant la manifestation.

● Attentat fasciste contre *Le Monde*

Dimanche, vers une heure du matin, une charge de plastic a explosé devant le siège du journal *Le Monde*, rue des Italiens. Dans un communiqué à l'AFP, l'attentat a été revendiqué par une « Ligue des combattants français contre l'occupation juive », qui accusait « la presse et les médias de collaboration éhontée avec la tyrannie juive ». Ce même groupe avait déjà revendiqué trois attentats, l'un commis dans la nuit du 30 au 31 mars contre le journal *Le Matin*, la destruction vendredi dernier, près de Fontainebleau, du monument Georges Mendel (érigé en souvenir d'un ancien ministre de l'Intérieur, assassiné par la milice de Vichy), enfin, l'envoi d'un cocktail Molotov contre un foyer israélite dans le 16^e arrondissement.

● Un nouveau projet de centrale nucléaire dans le Sud-Ouest ?

Un comité antinucléaire vient de se créer sur la Côte Basque. Si pour l'instant aucune déclaration officielle d'EDF ne fait état explicitement de l'implantation d'une centrale dans le Pays Basque, certaines déclarations récentes alimentent les rumeurs. En mars tout d'abord, un responsable CGT d'EDF affirme qu'un projet de centrale est à l'étude à Peyrehorade, à la limite des départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Le 5 avril, le président d'EDF déclare que « dans la recherche de sites nucléaires inscrits au programme national la zone de Lacq se trouve exposée en première ligne ». Peu après le maire d'Artix, dans le Béarn, annonce aux élus du district de Lacq : « Vous aurez peut-être bientôt à vous prononcer sur l'arrivée prochaine du nucléaire en Béarn ». Peyrehorade, Lacq ou ailleurs ? EDF garde le silence.

● « Irradiation intentionnelle »

Il y a quelques jours, un contremaître du centre de retraitement de La Hague découvrait dans sa voiture une pièce métallique radioactive, un « queusot » qui sert à sortir les barreaux de combustible irradié de la piscine de stockage. Considéré comme un déchet radioactif, un queusot provoquerait une irradiation de 10 rad par heure, alors que la réglementation n'autorise que 5 rad par an. Cette affaire amène évidemment à se demander comment de tels déchets radioactifs ont pu être sortis du centre et pourquoi le silence a été gardé si longtemps puisque les faits remontent à un mois.

Au-delà du problème des contrôles, le syndicat CFDT du centre souligne que le souci de la production à tout prix au détriment de la sécurité a nécessairement pesé dans cet acte de malveillance contre un contremaître particulièrement autoritaire avec ses subordonnés.

CONDAMNATION DES « ELECTIONS » RHODESIENNES

Le comité de l'ONU pour la décolonisation, réuni à Belgrade, vient de déclarer illégaux et nulles les élections organisées par le régime raciste

de Salisbury.

Le révérend Sithole, dirigeant de l'union africaine du Zimbabwe, qui avait participé à ces élections, les a dénoncées samedi comme une « vaste escroquerie ».

● Communiqués

En soutien :

- Aux luttes du peuple irlandais.
- Aux prisonniers politiques en lutte depuis deux ans pour le statut de prisonnier politique sous une forme dure qui est la grève de l'hygiène et le refus de porter l'uniforme carcéral.

Venez manifester nombreux dans le cortège organisé par le Comité Irlande. Rendez-vous rue de Chevreuse à l'angle du fbg Saint-Antoine à 14 heures mardi 1^{er} mai.

Comité Irlande
14, rue de Nanteuil - 75 015 Paris

Le mouvement des femmes réuni en assemblée générale le 23 avril appelle toutes les femmes à manifester le 1^{er} mai dans un cortège autonome. Rendez-vous à 13 heures devant le cinéma « Les 3 nations », boulevard Diderot, Paris.